

Mali : la Troisième République face à la méfiance des ruraux

APRÈS une année de démocratisation et de gouvernement de transition et quatre mois de compétitions électorales après l'adoption de la constitution (élections municipales, législatives et présidentielles), le Mali s'interroge. Plus que l'ADEMA et son leader Alpha O. Konaré, élu président de la République le 26 avril par 69,01 % des voix, c'est le parti de l'abstention qui l'a emporté. La participation électorale, qui n'était que de 23,59 % le 12 avril, est tombée à 20,87 % lors du second tour. Quatre millions de Maliens ont donc décidé de regarder, en spectateurs, s'achever la fondation de la Troisième République. Le candidat malchanceux, Tiéoulé Konaté, ne les a pas convaincus en dépit d'une maîtrise reconnue des questions économiques et financières. Au terme d'une campagne terne et sans relief, il sera le porte-parole de l'opposition face au candidat de l'ADEMA, doté d'un fort pouvoir médiatique mais qui a trop promis pour pouvoir tenir toutes ses promesses.

Crise de sens

Comme le remarque G. Drabo (1) « Dans un pays comme le Mali où prédomine la tradition de l'oralité que perpétue la radio et qu'amplifie la télévision, les choses finissent par moins compter que la

façon de les dire » ou de ne pas les dire.

Car ce qui frappe l'observateur, c'est le vide des messages et la vacuité des projets. S'en faisaient échos les abstentionnistes « militants » qui, le 26 avril devant les bureaux de vote, m'expliquaient qu'il n'était pas utile de participer à un scrutin sans prise sur la réalité. Ces déçus de la démocratisation n'exprimaient pas pour autant une hostilité particulière ou des revendications. Ils s'interrogeaient plutôt sur l'absence d'interpellations fondamentales et sur ce que signifiait l'importance des images des candidats dans le débat télévisuel du deuxième tour. Pour eux, le superficiel et le formel l'avaient emporté sur l'exigence du débat démocratique.

Que suggère une telle situation, connue également dans les pays du Nord ? Pour reprendre une expression d'Alain Birh, il s'agit d'une « crise de sens ». « C'est l'incapacité, propre aux sociétés contemporaines, d'élaborer, de proposer ou d'imposer à leurs membres (individus ou groupes) un système de références (idées, normes, valeurs, idéaux) qui leur permettraient de donner un sens stable et cohérent à leur existence : de construire leur

(1) G. Drabo, « L'avenir politique au Mali, politiquement parlant », *L'essor*, jeudi 30 avril 1992, p. 4.

identité, de communiquer avec les autres, de participer à la production, réelle ou imaginaire, du monde en le rendant subjectivement vivable et habitable » (2).

Le passage d'un « césarisme » ou d'une « basilocratie » (pour reprendre la formule de J.C. Willame (3) à propos de Mobutu) à une démocratie pluraliste ne se réalise pas sans de profondes innovations. Après vingt-trois ans de politique du ventre et de dictature tropicale (un doigt de violence, un zeste de police politique, beaucoup de laisser-aller et une certaine mollesse des élites) tous les Maliens n'ont pas réussi encore à couper complètement le cordon ombilical du confort déresponsabilisant de l'autoritarisme et du clientélisme. D'où ce sentiment de « manque » pour le plus grand nombre et cette « crise de sens » pour les intellectuels qui n'ont toujours pas compris ce qu'attendent les ruraux.

Du côté des campagnes

Car il s'agit là du Mali urbain, concerné par la chose publique au sens occidental. Ce sont des fonctionnaires ou les individus vivant dans les marges de l'État qui ont particulièrement, selon mes entretiens, participé aux élections. Plus on s'éloigne de la fonction publique (professionnellement et spatialement) moins le débat démocratique est pertinent, surtout lorsque les vieilles étiquettes valent (l'US RDA (4) de Modibo Keita étant revendiquée

par deux tendances, celle de Tiéoulé Konaté précité et la tendance dite « comité directeur » composé de « dinosaures ») comme le soulignait la revue *Cauris*, témoin d'une jeune presse indépendante et engagée dans le débat civique. Le Mali rural n'a ni les mêmes réactions, ni les mêmes attentes. Il comprend rappelons-le, les trois-quarts des Maliens, se situe dans le temps long de l'histoire, celle des paysans et éleveurs soumis à des pouvoirs discrétionnaires, depuis un siècle ou plus. Dans le sud du Mali, nous disait-on en janvier 1991, « l'État c'est la force » et si cette force s'est faite plus discrète à la suite de l'application de « l'article 320 » (supplice du pneu enflammé autour du cou) après le 26 mars 1991 sur certains représentants de l'État, son caractère dangereux n'a pas disparu. Mais à la violence de l'État répond celle des ruraux. Dans le cercle de Yanfolila, en février dernier, une banale tentative d'arrestation d'un contrebandier débouchait sur la mise à mort du douanier responsable d'avoir blessé le contrebandier, et sur une nouvelle émeute, après les mouvements violents de 1991. En janvier 1992 déjà, les commandants de cercle de Bougouni, Sikasso et Yanfolila nous disaient hésiter à sortir en brousse. Les agents des services spécialisés (en particulier Eaux et Forêts) étant déclarés « non grata », l'État est potentiellement en retrait, voire absent.

Un témoignage de cet état de fait est donné par le non-versement

(2) A. Bihl « Crise de sens et tentation autoritaire », *Le monde diplomatique*, mai 1992, p. 16.

(3) J.C. Willame, *L'automne d'un despotisme*, Paris, Karthala, « Les Afriques », 1992, p. 23.

(4) L'Union soudanienne du Rassemble-

ment démocratique africain (US-RDA) est renée de ses cendres pour être ensuite l'objet d'une prise de pouvoir par le fils de son ancien fondateur. Il y a actuellement un procès en cours entre les deux tendances pour se voir attribuer les biens immobiliers.

de l'impôt. La taxe de développement fait l'objet d'une forte contestation non seulement en raison de son assiette ou de son taux mais de son utilisation, les ruraux se plaignant de ne jamais voir les réalisations qui sont programmées en comités locaux de développement. Depuis un an, une grève « perlée » de l'impôt se développe et devient si préoccupante que le très populaire chef de l'État de la période de transition, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré (dit ATT), a engagé tous ses efforts pour conclure sa présidence par une triple pacification du nord, de l'école et des relations avec l'administration. En visite dans le pays Mandé en avril dernier, il « a exhorté les populations à être en règle avec l'administration en payant leurs impôts. Car, leur ferait-il comprendre, c'est avec cet impôt qu'on construit routes, écoles et dispensaires » (5).

Mais cette participation renouvelée des populations ne pourra se concrétiser qu'avec la nouvelle politique de décentralisation, annoncée depuis un an mais tellement contraire aux habitudes de la haute administration. Aussi, les protagonistes s'observent et les ruraux mettent à profit la situation pour s'organiser.

Un syndicalisme rural et « moderne »

En effet, depuis mai 1991, est né dans la zone cotonnière Mali-Sud un mouvement syndical rural qui a affronté la CMDT (Compagnie malienne de développement

des fibres textiles) à propos d'une plate-forme de revendications dont on a déjà détaillé les implications précédemment (6). Après avoir obtenu une hausse de la ristourne sur le coton (payé durant cette campagne 95 f CFA) en mai puis la participation des comités de producteurs à toutes les décisions concernant la filière coton (séminaire CMDT de Ségou en septembre 1991), le mouvement réussit à s'imposer comme syndicat en janvier 1992, malgré des manœuvres de diversion. Dénommé Syndicat national des cotonniers et vivriers, et s'efforçant d'élargir ses bases à l'extérieur du sud du Mali, malgré des mouvements concurrents à Kita et à Kayes, ce syndicat prépare son congrès constitutif et va déposer ses statuts. Le nombre de ses adhérents n'est pas vérifiable, de même que le montant des cotisations qui seraient retenues « à la source », lors de la vente du coton.

Dans sa stratégie actuelle, après avoir obtenu sa reconnaissance par une CMDT plutôt réticente mais surtout préoccupée par un déficit prévisible de la filière coton, ce nouveau syndicat observe l'État et sa politique.

Bien que la radio évoque beaucoup la décentralisation, le président de la coordination de Koutiala s'étonne qu'aucun officiel ne soit venu en parler localement. Le secrétaire général du syndicat, dans un entretien le 28 avril, exprime sa méfiance tant à l'égard de textes apparemment parfaits à la lecture mais inapplicables dans les faits que vis-à-vis de l'administration. Mais il reconnaît lui-même que les ruraux « ne sont pas prêts » à affronter l'administration. Dans la phase actuelle, marquée par le renforcement interne du mouvement, c'est la formation technique des produc-

(5) *L'essor*, op. cit., p. 3.

(6) Voir Cl. Marchant. *Nord-Sud, De l'aide au contrat*, Paris Syros alternatives, 1991, p. 75 et *Le courrier de la planète*, décembre 1991.

teurs qui est privilégiée, tant pour améliorer la capacité de négociation avec la CMDT et l'administration que pour assurer la productivité de leurs exploitations, à la limite de la rentabilité.

Ce qui est particulièrement intéressant à relever c'est qu'en construisant leur mouvement sur la base des valeurs endogènes de solidarité, de partage communautaire et de responsabilité, ces nouveaux paysans syndicalistes (7) répondent à la première des deux exigences de la revendication d'autonomie qu'Alain Bihl identifiait dans l'article précité : « l'exigence d'immédiateté », selon laquelle « la communauté d'appartenance et de référence doit être la plus proche possible de l'individu. Communauté *hic et nunc* (...), à l'intérieur de laquelle l'individu puisse (re)construire son identité. Ce qui renvoie à la nécessité de reconstituer le tissu social, de créer des réseaux associatifs et organisationnels de sociabilité du vécu, permettant à l'individu de dépasser ses limites en se réappropriant pratiquement et symboliquement le monde social » (8).

Face à l'apathie du nouveau discours politique et à la grande dépendance à l'égard des modèles extérieurs (en particulier en économie comme l'ont prouvé les peu brillantes négociations avec le FMI), un syndicalisme rural et responsable représente un des rares facteurs de reconstruction de la société civile au Mali. Son devenir sera donc d'autant plus important à observer que son poids économique non

négligeable pourrait ultérieurement devenir politique surtout quand les sombres perspectives à venir se seront confirmées et qu'il faudra cogérer la récession de la production cotonnière, la seule richesse dont puissent disposer les Maliens pour faire fonctionner leur État. Il faut en effet non seulement reconstruire le lien social mais aussi l'État pour assurer la domestication du léviathan et son adaptation à un environnement économique en pleine évolution.

Les grands chantiers pour rétablir la confiance

Depuis un an, les ruraux ont réalisé une suspension unilatérale de la législation (code des eaux et forêts, code du feu), ce qui ne va pas sans inconvénients dès lors que la volonté nouvelle de gestion des ressources naturelles par les populations ne s'accompagne pas de sa reconnaissance par l'État et d'un accord explicite de ses représentants. L'élevage, éternel perdant du développement, en a particulièrement fait les frais, avec l'échec des associations pastorales en matière de sécurité foncière, à l'Opération pour le développement de l'élevage dans la région de Mopti. Ailleurs, ce sont les boisements qui sont en péril, faute d'autorités reconnues pour en assurer la police de manière responsable et concertée.

A la suite des États généraux du monde rural ayant posé le principe d'un profond renouvellement de cette législation, il faudra parallèlement remettre en chantier tout le legs de la politique domaniale si intimement lié à la période coloniale. Le code domaniale et foncier de 1986, inapplicable en l'état mais lourd de menaces en affirmant la

(7) Sur les « nouveaux mouvements paysans », voir les interrogations que pose M. Haubert, « le retour des paysans, mythes et réalités », *Revue Tiers-Monde*, T. XXVII, n° 128, oct-déc. 1991, p. 736.

(8) A. Bihl, *op. cit.*, p. 17.

propriété étatique de la terre, sera le deuxième grand chantier de la Troisième République, en principe repris en juillet prochain à la suite des importants débats organisés par le Club du Sahel et la préparation du schéma directeur d'aménagement du territoire en novembre et décembre 1991.

Le troisième chantier à mener pour réconcilier les ruraux avec l'État ne sera pas le moins périlleux. La décentralisation est en effet l'arlésienne de la période de transition, comme nous l'avons déjà souligné. Avec l'espoir d'une solution du problème touareg et d'une réconciliation Nord-Sud, la décentralisation va devenir le dossier crucial en autorisant ou non la reconstitution économique des régions sahariennes.

Très insatisfaisante dans sa version actuelle, la réforme administrative sera le véritable test d'un changement en profondeur des comportements de l'administration, seul gage d'une adhésion des populations aux transformations préconisées. En outre, le pluralisme politique, l'État de Droit et la capacité de « gouvernance » (9) sont directement associés

à cette réforme qui s'avère ainsi au moins aussi essentielle que la nouvelle constitution qui vient d'être adoptée.

A n'en pas douter, la nouvelle donne ouverte par la chute de Moussa Traoré en mars 1991 offre des perspectives considérables et des espoirs qu'on ne devrait pas gâcher par des solutions médiocres ou peu-reuses. Les quatre partenaires que sont l'État, les organes régionaux de développement, les producteurs et les bailleurs de fonds abordent ces dossiers de manière concertée et si possible partenariale (à l'occasion de la négociation des contrats-plan associant l'État et les producteurs aux organismes comme la CMDT ou l'Office du Niger). Pourra-t-on en profiter pour aller jusqu'à inventer ce développement partagé, contractuel et équitable que nombre d'entre nous préconisons (10)? Ce n'est pas le moindre défi de cette Troisième République qui, de manière contrastée, nous en fournit les ombres et les lumières.

Étienne Le Roy

(9) « Gouvernance » est un terme technique américain utilisé dans le vocabulaire de la Banque mondiale et que les travaux récents du Club du Sahel concernant le Mali sont en train d'acclimater, vaille que vaille. Il recoupe en partie la conception française de l'État de Droit mais dans une perspective gestionnaire. Voir D.C. Martin, « The

cultural dimensions of Governance ». *World Bank Annual Conference on Development Economics* 1991, Washington D.C. avril 1991, 23 p. et R. Charlick. « Working paper on Governance » *Africa Bureau Democracy and Governance Projet*, sl, ARD, déc. 1991, 21 p.

(10) Voir Cl. Marchant, *op. cit.*, pp. 208-227.